

Chômage et politiques de l'emploi

Le nombre de demandeurs d'emploi et le taux de chômage en baisse en 2019

En recul de 0,6 point sur un an, le taux de chômage en Bretagne est le plus bas des régions françaises fin 2019. La Bretagne enregistre également une baisse du nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A), sauf en Ile-et-Vilaine. Le nombre de demandeurs d'emploi exerçant une activité réduite recule pour la première fois depuis plus de dix ans et la demande d'emploi globale (catégories A, B et C) accélère sa décrue amorcée en 2018. La demande d'emploi de longue durée s'atténue après plus de dix ans de hausse. Le nombre de bénéficiaires de contrats aidés diminue fortement tandis que l'apprentissage se renforce.

Stéphane Moro (Directeur)

Le taux de chômage à son plus bas niveau depuis 2008

En Bretagne, le taux de chômage s'élève à 6,7 % fin 2019, soit 0,6 point de moins que fin 2018 (*figure 1*) (*définitions*). Ce repli annuel s'accroît, après une légère baisse en 2018. Le taux de chômage atteint ainsi son plus bas niveau depuis fin 2008 en Bretagne. Il y est le plus faible des régions françaises, inférieur à celui des Pays de la Loire (6,9 %). En France, il s'établit à 8,1 % de la population active au 4^e trimestre 2019 et recule de 0,7 point sur un an.

Bien qu'ayant enregistré la baisse la plus faible des départements bretons (- 0,3 point), l'Ile-et-Vilaine connaît toujours la situation la plus favorable avec un taux de chômage à 6,2 % (*figure 2*). Il s'établit à 7,0 % dans le Finistère et le Morbihan et 7,1 % dans les Côtes-d'Armor.

Par zone d'emploi, c'est Vitré qui enregistre de nouveau le taux de chômage le plus faible (4,5 %), suivi de Fougères (5,7 %). À l'opposé, Guingamp (8,4 %) et Morlaix (8,1 %) présentent un taux proche du niveau national.

Un recul du nombre de demandeurs d'emploi avec ou sans activité

En Bretagne, le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) a baissé de 3,0 % entre les 4^{es} trimestres 2018 et 2019. Il s'établit à 139 000 personnes, soit 4 250 inscrits de moins en un an (*figure 3*). La diminution est un peu plus prononcée en France (- 3,3 %). Trois départements bretons enregistrent un recul plus marqué qu'au niveau régional : il est plus important dans le Morbihan (- 4,7 %), devant le Finistère (- 4,2 %) et les Côtes-d'Armor (- 4 %). Seule l'Ile-et-Vilaine ne rejoint pas cette tendance à la baisse, avec une quasi-stabilité (+ 0,2 %).

Pour la première fois depuis plus de dix ans, les demandeurs d'emploi ayant exercé

une activité réduite (catégories B et C) sont également moins nombreux (- 2,2 %, soit 2 660 inscrits de moins en un an). Cette baisse concerne particulièrement les demandeurs d'emploi de catégorie B (activité réduite courte, moins de 78 heures dans le mois), avec 2 340 demandeurs d'emploi de moins, soit un recul de 5,9 %.

La baisse de la demande d'emploi de catégorie A, B ou C s'amplifie

Au total, le nombre d'inscrits tenus de rechercher un emploi (catégories A, B, C) baisse de 2,6 % pour s'établir à 258 800 personnes au 4^e trimestre 2019. Cette diminution de 6 910 personnes confirme le retournement de tendance amorcé en 2018. Le repli est sensible dans le Finistère (- 3,1 %), les Côtes-d'Armor (- 3,4 %) et le Morbihan (- 3,8 %) ; il est plus faible en Ile-et-Vilaine (- 0,8 %). En France, le recul de la demande d'emploi des catégories A, B et C est à peine plus marqué (- 3,0 %).

Une évolution plus favorable aux 25-49 ans et aux jeunes femmes

Le nombre de demandeurs d'emploi sans activité (catégorie A) décroît quel que soit leur sexe ou leur catégorie d'âge. Femmes et hommes bénéficient globalement autant de cette tendance (- 3,1 % contre - 2,9 %). C'est ainsi le cas parmi les personnes de 25 à 49 ans (- 3,8 % contre - 3,7 %). Le repli est plus modéré pour les plus de 50 ans (- 1,1 %), pour les hommes comme pour les femmes. En revanche, parmi les actifs de moins de 25 ans, le recul est plus marqué chez les femmes (- 3,5 %) que chez les hommes (- 2,7 %).

Le nombre de demandeurs d'emploi ayant exercé une activité réduite (catégories B et C) diminue plus pour les hommes (- 2,8 %) que pour les femmes (- 1,7 %). Les femmes sont nettement plus présentes dans ces catégories (59,2 %). En

conséquence, la tendance à la baisse de la demande d'emploi globale (catégories A, B, C) apparaît un peu plus favorable aux hommes (- 2,8 %) qu'aux femmes (- 2,4 %). Les demandeurs d'emploi âgés de plus de 50 ans ne bénéficient pas de cette baisse. Leur nombre augmente de 0,7 %, et même de 1,2 % pour les femmes.

Recul de la demande d'emploi de longue durée

Pour la première fois depuis plus d'une décennie, le nombre de demandeurs d'emploi de longue durée régresse (- 1,4 % pour ceux inscrits depuis plus d'un an). Toutefois, leur part dans le total des demandeurs d'emploi en catégorie A, B ou C (47,3 %) reste en hausse (+ 0,6 point). Cette diminution ne concerne cependant pas les demandeurs d'emploi de très longue durée (2 ans ou plus), dont le nombre augmente de 2,5 %.

Une forte augmentation des formations

En 2019, l'État et le Conseil régional signent le Pacte régional d'investissement dans les compétences (PIC) 2019-2022, pour une mobilisation régionale en faveur de l'insertion dans l'emploi des personnes qui en sont le plus éloignées. Sur l'année 2019, 6 500 places supplémentaires en formation sont ainsi ouvertes pour les publics les plus en difficulté. En 2019, 61 100 personnes en recherche d'emploi sont entrées en formation, soit une hausse de 33 % par rapport à 2018.

Fin 2019, 17 020 demandeurs d'emploi sont inscrits en catégorie D¹, soit 1 360 personnes supplémentaires en un an.

1- Demandeurs d'emploi non disponibles pour rechercher un emploi, en arrêt maladie, en congé maternité ou en formation.

